

<http://ugtg.org/spip.php?article956>



Analyse économique des accords du LKP : Eric Edinval

- Dossier spécial LKP - Accords -



Date de mise en ligne mardi 16 juin 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

[...]

Je vais bien sur intervenir en tant qu'économiste... Mais un économiste n'est pas neutre, on appartient tous à des écoles. Alors, n'attendez pas de moi que je dise, celui là a raison ou celui ci a tort... Je pars conscient de ce que je vais dire, de ce que je vais défendre comme idée ; tout simplement parce que je vais utiliser comme économiste des outils d'analyse dont je dispose, je vais aussi utiliser des catégories économiques que l'on connaît et qui sont universelles. Et à partir de cela, essayer de comprendre ce qui s'est passé pendant ces 44 jours.

Lorsque je traite de l'analyse économique des [accords BINO](#), je dois dire qu'en fait le mot d'ordre a pour point de départ la question du niveau de vie, du pouvoir d'achat. Toutes les composantes sociales vont être présentes aux rendez-vous du LKP. La Guadeloupe va alors révéler au monde toute l'étendue du désastre économique né d'un système colonial qui & survécu sous des masques et des avatars divers simulant l'abondance dans un entourage dit sous développé.

Une longue liste de revendications devant aboutir au bien être d'une population qui refuse les inégalités dans l'emploi, les inégalités de salaires, les inégalités dans la satisfaction des besoins à court terme et à moyen terme... voilà ce que va être le programme du LKP. C'est à dire que ce programme va s'échelonner pendant des périodes relativement longues pas seulement pendant les principales revendications que nous allons exposer.

[L'accord Jacques BINO](#) qualifie la situation économique et sociale en termes non équivoques : « *considérant que ma situation économique et sociale résulte de la pérennisation du modèle économique de l'économie de plantation* ». Voilà, le mot était lancé : **Economie de plantation**.

Et lorsque les patrons du **MEDEF** et de la **CGPME** vont [refuser de] signer, ils vont dire que traiter l'économie guadeloupéenne d'économie de plantation est une véritable hérésie. Pourquoi ? Parce que dans la presse française - moi je dis bien la presse française, et non la presse nationale - il a été précisé qu'« *économie de plantation* » cela voulait dire que c'est une économie esclavagiste ; alors que ce n'est pas le cas.

L'économie de plantation a été définie par des économistes de l'université des West Indies - particulièrement par **Lloyd BEST** [1]. Et il y a eu de longues analyses, de longs développements sur ce concept d'économie de plantation que toute la Caraïbe connaît et que toute la Caraïbe emploie pour expliquer ce qu'étaient les sociétés dans lesquelles elles ont vécu - les sociétés coloniales - et ce qu'elles sont devenues quand elles ont été transformé dans des économies telles que celles qui existent à l'heure actuelle dans le reste de la Caraïbe.

Or ce considérant sur la situation économique et sociale va articuler tout le reste du préambule. Les autres considérants [constituant] l'évolution successive des étapes à franchir pour qu'on puisse finalement arriver au dernier paragraphe : « *Considérant que les parties conviennent à ce titre de la nécessité d'une revalorisation substantielle du pouvoir d'achat par un relèvement des bas salaires selon les modalités suivantes* »... Et, « *considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles en instaurant un ordre économique nouveau prônant une revalorisation du travail de chacun, chefs d'entreprise et salarié ; et promouvant de nouveaux rapports sociaux* ».

Pourquoi ce préambule est-il si important ?

Parce qu'il explique toute la démarche économique de ce qui s'est passé, et la démarche économique du LKP. [...] Je vais d'abord expliquer ce contexte économique - ce qui nous pousse à penser que nous sommes encore en économie de plantation & en économie coloniale. Ensuite, ces accords obtenus, qu'ont t-ils pu faire avancer, dans la

résolution d'obstacles. Et enfin, quelles sont peut-être les pistes à venir pour que cette économie puisse évoluer - comme cela est dit - vers un ordre économique nouveau.

On peut identifier l'économie guadeloupéenne par son histoire.

Cette histoire économique est relativement importante. On identifie trois passages.

Le passage d'abord de l'esclavage au salariat. Ce premier passage va modifier les premiers rapports sociaux. Il faut bien comprendre que ces rapports sociaux de l'esclavage sont des rapports de mort. Parce que le maître va exploiter l'esclave jusqu'à sa mort. Et l'esclave lui-même ne souhaite que la mort du maître, pour qu'il puisse exister... Donc ce rapport de mort sera remplacé par le rapport d'exploitation capitaliste.

Les maîtres sont alors indemnisés de la perte de leurs esclaves ; et vont alors subir la concurrence des industries venues de France pour créer un système d'usine centrale & de production de canne à sucre. C'est à dire que dans le même temps où l'esclavage est aboli, la France, elle, évolue vers un capitalisme moderne, industriel. Et bien sur, il y a toujours eu ce décalage entre les colonies et la métropole, qui fera que ce sont des usines à sucre qui vont prendre la place des anciens possesseurs d'esclaves. Les moyens de production sont donc possédés non seulement par les anciens esclavagistes qui gardent une partie des terres à canne, mais aussi par des industriels actionnaires de sociétés capitalistes. Le rapport de classe va alors se confondre avec le rapport de race. C'est ça la particularité de cette première période.

La fin de l'économie sucrière, nous pouvons la noter vers les années 60. C'est la fin du rapport entre l'usine qui monopolise la production de canne - l'usine est le premier monopoleur de la société guadeloupéenne - et tous les petits paysans possédant des terres dont la surface est comprise entre 0 et 5 hectares. La fin de l'économie sucrière, correspond à la fin de ce rapport entre monopoles sucriers et ouvriers d'usine. Mais tout en participant à l'épanouissement en France d'une société européenne, tout en participant à l'ouverture vers un libéralisme de plus en plus effréné, la Guadeloupe reste quand même dominée par une espèce de dépendance liée au fait que les békés - ou les blancs créoles - possédant les terres à sucre vont devenir principalement les importateurs-exportateurs. Et de cette société sucrière la Guadeloupe deviendra une société de consommation. Celle-ci va dominer jusqu'à nos jours et perpétuer les structures de l'économie de plantation.

Qu'est ce que ces structures de l'économie de plantation ?

C'est le fait qu'il y ait une production dominante. Et cette production dominante va faire que toute la production locale, celle - nécessaire - qui sert à nourrir le pays, va dépendre de cette production dominante. Non seulement pour le temps de travail des travailleurs ; mais aussi pour la quantité de paysans qui vont pouvoir travailler au niveau de ces terres qu'ils ne possèdent pas, puisqu'ils ne possèdent que des terres marginales.

La structure de l'économie de plantation, c'est aussi le fait que les prix sont déterminés par l'extérieur. Comme il n'y a pas de production interne et que les produits consommés sont largement importés, tout ce qui est importé va être le prix fixé, généralisé au niveau de toute la société guadeloupéenne.

Je donne souvent l'exemple d'une personne qui va vendre ses vivres - des ignames - au marché. Elle va fixer le prix de ses ignames par rapport à son coût de production, bien sur, mais aussi par rapport à ce dont elle aura besoin, après. La production importée lui servira alors à fixer le prix de ses marchandises.

Troisième caractéristique de l'économie de plantation : c'est une économie extravertie. On importe beaucoup, on exporte peu. Le taux de couverture des importations par les exportations est de 6%. La Guadeloupe ne produit que 6% de ce qu'elle achète à l'extérieur. L'extraversion vient du fait que la Guadeloupe dépend de l'extérieur.

L'économie de plantation c'était cela et les structures de cette économie de plantation ont perduré jusqu'à nos jours

dans une société qui reste profondément dépendante de l'extérieur qui peut aussi être analysée comme étant une structure coloniale d'une économie qui a connu ses grandes heures de gloire pendant la période esclavagiste, mais qui maintenant s'effondre. **L'effondrement c'est le fait que ce type de structure ne tient plus à l'intérieur du carcan colonial et qu'il fallait le faire éclater.**

La première revendication a donc été une revendication sur le pouvoir d'achat.

Revendication présentée comme la nécessité d'un partage équitable de ce que ce pays produit. Il s'agit du problème bien connu des économistes, celui non seulement du partage de la richesse, mais au delà celui qui est lié au fait que le monopole qui existe dans un pays s'organise de telle manière que les prix soient fixés non pas seulement par le niveau de production mais aussi par le monopoleur, pour qu'il en tire le maximum de profit. Et c'est ce profit qu'il devrait partager.

D'autre part il s'agit d'un autre problème également bien connu, c'est celui de la relance par la demande. C'est à dire d'une relance de l'économie fondée sur une augmentation des salaires de telle manière que ces salaires puissent générer d'autres productions qui seront achetées.

Le problème qui se pose en Guadeloupe vis à vis de cette augmentation par les salaires c'est justement que l'on a connu déjà cet exemple là. Lorsque les fonctionnaires ont eu les 40% d'augmentation de salaires, cela a contribué à augmenter les importations. Il fallait donc veiller à ce que ces 200 euro supplémentaires ne soient un moyen de faire augmenter les importations. Et c'est là que l'intelligence de ceux qui ont réalisé la plate-forme est tout à fait remarquable ; parce qu'ils ont automatiquement couplé cette augmentation de salaires avec une baisse des prix. Et cette baisse des prix permet alors non seulement d'éviter une inflation - c'est à dire qu'une augmentation des salaires appelle une hausse de la consommation, appelle à nouveau une hausse des prix - mais constitue également un moyen pour le guadeloupéen d'avoir sa part dans la production de richesse tout en achetant moins cher.

Enfin, il a été répété que les achats soient des achats de la production locale, plutôt que des achats de la production locale. Mais alors qu'est ce que cette production locale ?

Ce n'est pas seulement de la production vivrière, mais c'est aussi le fait, lorsqu'il vous faut réparer votre voiture, d'aller chez un garagiste local plutôt que d'aller chez Peugeot ou dans telle autre maison. C'est aussi toujours le fait d'employer tout ce qui peut l'être à l'intérieur de notre production, de façon à ce que celle-ci puisse augmenter. C'est ne pas céder aux caprices et aux vices de la surconsommation dans les supermarchés.

La deuxième chose qui apparaît lorsque l'on lit la plate forme de revendications, c'est aussi la question des changements de rapports sociaux. La Guadeloupe s'est retrouvée aussi confrontée à ceux qui *possédaient* non pas uniquement comme des capitalistes, mais à ceux qui possédaient un véritable privilège. C'est à dire qu'à côté de ce qu'ils étaient capables de posséder par eux-mêmes, ils bénéficiaient de l'aide considérable de l'Etat pour maintenir leur puissance.

Finalement, cette alliance des capitalistes et de l'Etat fondait l'existence d'une caste de privilégiés. Et c'est cette caste de privilégiés qui pesait considérablement sur l'économie guadeloupéenne. Rompre cette liaison entre l'Etat et cette caste de privilégiés, faire que la Guadeloupe puisse vouloir elle même pouvoir décider... C'est cela qui s'est produit.

Comment ? En créant une nouvelle classe d'entrepreneurs guadeloupéens, de petits entrepreneurs guadeloupéens qui viennent alors s'introduire dans la négociation et qui vont faire que celle-ci réussira. Et écarter le MEDEF et la CGPME pour que la Guadeloupe puisse créer elle même ses propres cadres, ses propres entrepreneurs qui vont alors pouvoir négocier. On se trouve dans un rapport de classe totalement différent...

S'agit-il d'une révolution, comme on l'a vu dans l'histoire économique, prise au sens d'une modification des rapports sociaux ?

Révolution car, on constate que ce qui est demandé c'est une modification des rapports sociaux entre non seulement patrons et travailleurs mais entre les guadeloupéens et l'ancienne puissance coloniale française.

Deuxièmement, révolution car celle-ci désigne aussi la prise en compte d'une société qui est déterminée par tout ce qu'elle a de culturel. Ce qui fait que son histoire, à un moment donné est un carcan tel qu'elle souhaite en sortir. Une révolution n'est donc pas forcément une révolution marxiste, c'est à dire une révolution où les rapports sociaux sont tels, où les contradictions sont telles ... que l'on va passer à un autre mode de production.

Il s'agit là d'une révolution qui fait que la Guadeloupe peut échapper - je dis *peut* échapper - à tout ce qu'elle a connu comme vice dans son économie, comme empêchement au développement de son économie.

Je dis *révolution* et non pas *évolution* ; pourquoi ? Parce qu'une révolution dans l'économie c'est aussi transformer l'économie de telle manière qu'elle soit au service du plus grand nombre, qu'elle puisse donner un bien être à la plus grande partie de la société.

Et je crois que si il y a quelque chose qui peut être réussi, si il y a quelque chose à rechercher, c'est cette révolution là, c'est cette manière de transformer pour que l'on puisse chanter alors très victorieusement : "La Gwadeloup sé tannou".

Eric Edinval

L'analyse économique de l'accord BINO & du protocole du 4 mars

Samedi 21 Mars 2009 à Fouillole (UFR - Droit)

Conférence du CAGI

LA MOBILISATION SOCIALE EN GUADELOUPE :

Quels enseignements, quelles perspectives...

[1] [NDLR : Lloyd Algernon BEST](#) - 1934-2007 : Intellectuel trinadien, éditorialiste, professeur d'économie à l'université des W.I. Lire : « Un modèle d'économie pure de plantation » de Lloyd BEST - Ph. University of the WEST INDIES (traduction du Docteur Jean CRUSOL in

LES CAHIERS DU CERAG 1971)
Le concept économique de société de plantation d'après Lloyd BEST, in Histoire et civilisation de la Caraïbe, p.238 - Sous la direction de Jean-Pierre Sainton, tome I - Maisonneuve & Larose - décembre 2004